

**CONTRAT DE COLLABORATION ET DE REVERSEMENT DE FONDS  
INRA – AQUASYS**

**ENTRE :**

**L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE**

Établissement public à caractère scientifique et technologique

Ci-après dénommé : **INRA**

Ayant son siège : 147 Rue de l'Université - 75338 PARIS CEDEX 07

Représenté par **Monsieur Philippe MAUGUIN**

En sa qualité de **Président**

Et ici par délégation par délégation Mme Camille Michon Présidente du centre INRA-Ile-de France Versailles-Grignon

Agissant tant en son nom, qu'au nom et pour le compte d'AgroParisTech dans le cadre de l'Unité Mixte de Recherche « Agronomie » (UMR 0211)

d'une part,

**ET :**

SARL AQUASYS

Ci-après désignée « **AQUASYS** »

Au capital de 50 000 euros,

Ayant son siège : 2 Rue de Nantes

44710 PORT-SAINT-PERE

Immatriculée au RCS de NANTES – St NAZAIRE, sous le n° 49302112500031

Représentée par **Stéphane Barthon**, gérant, dûment habilité à l'effet des présentes

d'autre part,

Ci-après dénommés individuellement « la Partie » ou par leur nom et collectivement « les Parties »

**IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE QUE :**

L'INRA est le premier institut de recherche agronomique en Europe et le deuxième en sciences agricoles dans le monde. L'INRA a notamment pour mission de contribuer, par la valorisation de ses compétences, de ses savoir-faire et des résultats de la recherche, à la conception d'innovations technologiques et sociales ainsi que d'organiser l'accès libre aux données scientifiques et aux publications conformément à la réglementation française et européenne sur l'ouverture des données publiques et le libre accès aux publications scientifiques.

Depuis 2010, l'INRA au sein de l'UMR Agronomie a développé et assuré le déploiement de la démarche et de l'outil Co-click'eau, une démarche visant à agir pour une agriculture plus durable



dans les Aires d'Alimentation de Captage (AAC) ainsi qu'une base agronomique et économique pour une négociation collective agriculture-environnement.

Pour assurer le financement de la démarche Co'click'eau, une première convention de financement a été signée entre l'INRA et l'ONEMA le 22/09/14 dans le cadre du plan d'action national « ECOPHYTO II Axe 2 Action 21 »

Pour permettre la poursuite de ce déploiement jusqu'à décembre 2021 une nouvelle Convention de financement Ecophyto a été signée entre l'INRA et l'AFB le 15 Novembre 2018 dans le cadre du Plan d'action national « ECOPHYTO II Axe : 5 Action : 21 ». Cette convention a également pour objectif de mener une réflexion sur le modèle économique de ce déploiement pour anticiper l'arrêt des financements passée cette convention. Ainsi, afin d'assurer la pérennité de l'outil pendant et après ce financement, l'UMR Agronomie recherche un partenaire avec qui collaborer pour maintenir en conditions opérationnelles son outil Co-click'eau et en assurer l'amélioration continue.

AQUASYS est une société spécialisée dans le développement de systèmes d'aide à la gestion de l'eau. Depuis 10 ans, elle propose ses services à des gestionnaires de la ressource en eau. Ces services numériques permettent une analyse d'un ensemble de mesures quantitatives et qualitatives et restituent aux multiples acteurs une vision globale de la ressource adaptée à chaque contexte de décision. L'entreprise souhaite développer un de ces services dénommé AquaDB dédié au pilotage des pollutions diffuses. Une de ses ambitions de développement est relative à la gestion et l'analyse des données sur les contaminations agricoles (pressions et émissions) notamment pour les gestionnaires des captages d'eau potable. Par conséquent, AQUASYS se montre intéressé par l'outil Co-click'eau et les travaux sur les tableaux de bord également développés par l'UMR Agronomie.

Au vu de ce contexte, les deux parties souhaitent combiner leurs expertises pour imaginer et mettre en place des stratégies communes de développement et de déploiement de leurs logiciels au service des acteurs de l'eau et de l'agriculture.

En ce sens, une prestation par AQUASYS pour l'UMR Agronomie a été déjà réalisée d'avril jusqu'à fin juin 2019. Cette prestation avait pour objectif de préparer la collaboration entre l'INRA et l'AQUASYS en assurant l'hébergement de l'outil Co-click'eau par la société AQUASYS et la réalisation d'une étude préalable à sa refonte. Ce contrat de prestation de service entre l'INRA et AQUASYS a été signé le 9 Avril 2019 et achevée le 30 juin 2019.

Par la suite, le 20 Mai 2019, un avenant de la convention de financement de Novembre 2018 a été signé entre l'INRA et l'AFB afin de mettre à jour l'annexe technique et financière de la convention initiale et de bien indiquer AQUASYS comme nouveau partenaire du projet « Co-Click'eau : renforcement du déploiement sur les Aires d'Alimentation de Captages ».

Le présent Contrat de collaboration et de reversement a pour objet d'établir une collaboration entre AQUASYS et l'INRA et de définir les modalités de reversement du financement reçu par l'INRA à AQUASYS, les droits et obligations des Parties pendant la collaboration, puis sur les résultats obtenus dans le cadre du financement AFB

## **IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS**



Pour l'application et l'interprétation du présent Contrat, on entend:

**Par « Affilié » on désigne** toute personne morale qui est contrôlée, directement ou indirectement, par une des Parties, ou contrôle une des Parties ou est sous le même contrôle qu'une des Parties, et ce tant que ce contrôle durera. Pour les besoins de cette définition, on entend par contrôle la détention de :

- 50% ou plus du capital social de cette personne morale, ou
- 50% ou plus des droits de vote des actionnaires ou des associés de cette personne morale.

**Par « Information(s) Confidentielle(s) »,** on désigne toutes informations et données de quelque nature que ce soit, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant sans limitation les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, qui sont échangées directement ou indirectement dans le cadre du Projet. Pour une bonne compréhension il est précisé ici que les Résultats ne font pas partie des Informations Confidentielles telles que définies ci-dessus.

**Par « Connaissances Propres »,** toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, nécessaires à l'exécution du Projet ou à l'exploitation des Résultats, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'effet du Contrat ou indépendamment de la réalisation du Projet et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation.

Les Connaissances Propres des Parties sont listées à l'Annexe 5 et mises à jour par le Comité de Pilotage. Les Parties y indiquent également les éventuelles restrictions d'utilisation s'appliquant à ces Connaissances Propres.

**Par « Dossier Technique Secret »,** on entend tout ou partie des Résultats, constitués de savoir-faire et/ou informations techniques et/ou scientifiques issus du Projet, que les Parties auraient décidé de ne pas protéger par un titre de propriété industrielle. Ces Résultats doivent être confidentiels, substantiels, identifiés, et avoir une valeur commerciale du fait de leur caractère secret.

**Par « Résultats »,** on désigne, sans que cette liste soit limitative, toutes techniques, connaissances, découvertes, méthodes, savoir-faire, droits de propriété intellectuelle, invention, tests, ainsi que tous informations, données, moyens et/ou procédés, quels qu'en soient la nature ou le support, brevetables ou non, obtenus individuellement ou collectivement par les Parties dans le cadre de la réalisation du Projet.

**Par « Logiciel de base » :** on désigne tout logiciel appartenant à une Partie avant l'entrée en vigueur du présent Contrat.

**Par « Logiciel dérivé »** on désigne tout logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de base dans le cadre du présent Contrat.

**Par « Logiciel Co-click'eau »** on désigne le programme informatique en exploitation sur la plateforme disponible à l'adresse <http://coclickeau.webistem.com/bac/> au 29/03/2019 ;

**Par « Logiciel AquaDB »** on désigne l'ensemble complet et documenté des programmes informatiques conçus et développés par AQUASYS du logiciel AquaDB.

**Par « Tiers »,** on désigne toute personne physique ou personne morale, autre que les Parties et leurs Affiliées.



**Par « Contrat »** on désigne le présent Contrat et ses annexes qui en font partie intégrante.

Par « **Convention de financement** » on désigne la Convention de Subvention entre l'AFB et l'INRA signé le 15 Novembre 2018 pour le financement du projet « Co'Click'eau : renforcement du déploiement sur les Aires d'alimentation de Captages » qui est annexé au présent Contrat (Annexe 2).

**Par « Données à caractère personnel » on désigne** toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

**Par « Projet »** on indique le projet de recherche intitulé « Renforcement du déploiement sur les Aires d'Alimentation de Captage de Co-click'eau (Annexe 1).

**Domaine d'exploitation** Co-conception de scénarios de territoires agricoles

## ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du Projet et de la collaboration entre les Parties,
- de définir les modalités de reversement du financement reçu par l'INRA aux partenaires du Projet,
- de fixer la propriété des Résultats,
- de fixer les modalités d'accès aux Connaissances Propres et d'utilisation et d'exploitation des Résultats.

Aucune des dispositions du présent Contrat ne saurait être interprétée comme impliquant des droits ou obligations en dehors du Projet et du Domaine d'exploitation.

## ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

### 2.1. Répartition et calendrier des travaux

La répartition et le calendrier des travaux sont spécifiés en Annexe 1 du Contrat ainsi qu'en Annexe 4 qui précise l'attribution d'AQUASYS.

### 2.2. Moyens mis en œuvre et coût des opérations

Chaque Partie s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter sa part de travaux en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à cette exécution. Cependant, les Parties reconnaissent que tout Projet de recherche comporte des aléas et s'engagent à s'informer mutuellement lors des réunions du Comité de Pilotage des difficultés ou impasses rencontrées.

Ces moyens nécessaires et le coût des opérations sont précisés en Annexe 3 et 4 ci-après.



### 2.3. Gestion des Données à caractère personnel

Les Parties s'assurent que :

- Toute collecte et tout traitement de Données à caractère personnel réalisés à l'occasion de l'exécution du Projet est légitime et conforme aux objectifs du Projet ;
- Le traitement des Données à caractère personnel est conforme à la réglementation applicable
- Leurs personnels habilités n'ont accès qu'aux Données strictement nécessaires à la mise en œuvre du Projet ;
- Toute fourniture de Données à une autre Partie s'effectue conformément à la réglementation.

Les Parties détermineront lesquelles seront désignées comme responsables conjoints du traitement (aussi appelés co-responsables). A cette fin, une réunion extraordinaire du Comité de Pilotage aura lieu après le début du Projet, et au plus tard avant la fin de la première année du Projet. Les membres du Comité de Pilotage peuvent faire appel à leurs experts internes respectifs (délégués à la protection des Données notamment) pour cette réunion qui aura pour objet de définir précisément les règles et les responsabilités relatives à la protection des données personnelles et à la mise en œuvre de la réglementation. Le compte-rendu de cette réunion sera établi par le président de séance et communiqué aux Parties, qui l'accepteront ou l'amenderont.

#### ARTICLE 3 - Financement du Programme et reversement des aides à AQUASYS par l'INRA

L'AFB versera à l'INRA la subvention prévue comme indiqué dans l'article 6 de la Convention de financement, et dans l'annexe financière de l'Avenant n° 1 de la même convention (Annexe n°2).

L'INRA reversera à AQUASYS les aides prévues selon les modalités suivantes :



Partenaire	Aide totale accordée HT	1 <sup>er</sup> acompte 30% du montant HT	2 <sup>e</sup> acompte 40% du montant HT	Solde HT
INRA	271 208,00 €	81 362,40€	108 483,20€	81 362,40€
AQUASYS	107 292,00€	32 187,60 €	42 916,80€	32 187,60 €
<b>TOTAL</b>	<b>378 500€</b>	<b>113 550,00€</b>	<b>151 400,00€</b>	<b>113 550,00€</b>

Le premier acompte a été déjà versé à l'INRA à la signature de la Convention de financement et il sera versé à AQUASYS dans les 30 jours suivant la signature du Contrat par les Parties.

Le second acompte est conditionné à la validation par l'AFB d'un **rapport intermédiaire de réalisation de l'action validée** par l'administration référent du projet qui sera remise à l'AFB dans les 18 mois après la signature de la Convention de Financement par l'AFB comme précisé dans l'article 6 de la convention de financement.

Le versement du solde est conditionné à la validation par l'AFB des justificatifs suivants dans les 42 mois après la date de signature de la convention de financement par l'AFB :

- d'un rapport technique final validé par l'administration référente du Projet,
- d'une synthèse pédagogique à visée opérationnelle (2 pages maximum),
- d'un relevé justificatif de dépenses effectuées pour la réalisation du projet attesté par la personne habilitée à engager l'organisme permettant d'apprécier la réalisation effective des actions. Le compte-rendu financier récapitulera les moyens engagés par les Parties évalués sur la base du coût complet justifié.

Le second acompte et le solde seront versés par l'INRA à AQUASYS dans les trente (30) jours suivant la réception des versements de l'AFB par l'INRA, suivant les dispositions de l'article 6 de la Convention de financement, par virement sur le compte bancaire suivant :

- Domiciliation : REZE PT ROUSSEAU (00271)
- BIC : BNPAFRPPNAN
- IBAN : FR76 3000 4002 7100 0100 6895 953
- RIB : 30004 00271 00010068959 53
- Clé RIB
- Titulaire de Compte : AQUASYS

**3.2** AQUASYS s'engage à adresser à l'INRA toutes les pièces justificatives et tous les documents justifiant de l'utilisation de la subvention conformément à son objet, selon les dispositions et dans les délais définis de l'article 3.1.

Les parties devront tenir une comptabilité détaillée de toutes les opérations relatives au projet et conserver toute pièce justificative des dépenses.

Les Parties s'engagent à faciliter, à tout moment le contrôle par l'AFB de la réalisation du projet visé à l'article 1, notamment par accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.



Les Parties conservent toutes pièces justificatives de ce projet à la disposition de l'AFB pendant un délai de quatre ans suivant la fin du projet.

Un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par l'AFB en vue de vérifier l'exactitude des compte-rendu financiers transmis.

#### ARTICLE 4 – COORDINATION ET COMITE DE PILOTAGE DE LA COLLABORATION

##### **4.1. Coordination**

La collaboration est pilotée par l'INRA, UMR Agronomie, ci-après dénommé « COORDONNATEUR ».

Le PROJET est piloté par REMY BALLOT pour l'INRA

##### **4.2 Comité de Pilotage**

###### **4.2.1 Composition**

Il est créé un Comité de Pilotage constitué par :

- **Pour l'INRA** : Le responsable scientifique du projet, Remy Ballot, et le chargé du déploiement Co-click 'eau Mathilde Bonifazi ;
- **Pour AQUASYS** : Dominique Theriez, Michaël Savary, Stéphane Barthon, Emmanuel Bonneau.

Chaque Partie dispose d'une voix délibérative.

La liste nominative des membres peut faire l'objet de modifications sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.

Toute Partie pourra, à tout moment et à son entière appréciation, remplacer ses représentants dans le Comité de Pilotage à charge pour elle d'en informer l'autre partie, par écrit, avant la tenue de la prochaine réunion.

Le comité de Pilotage associe les parties comme décrit dans l'Annexe 3.

Les Parties pourront également, par consensus, inviter des experts lors des réunions du Comité de Pilotage. Tous les experts d'organismes non signataires du présent Contrat signeront obligatoirement un engagement de confidentialité dont les termes seront conformes aux dispositions du présent Contrat. Les experts susvisés n'interviendront qu'à titre consultatif.

###### **4.2.2. Périodicité**

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par mois, à l'initiative de la Partie la plus diligente. Il ne pourra siéger que si les deux Parties sont représentés.

Les réunions auront lieu alternativement chez chacune des Parties, sauf accord contraire.

Les réunions pourront également se dérouler par téléconférence.

En cas d'urgence, notamment pour les publications ou communications à des tiers, le Comité de Pilotage pourra être consulté par la voie électronique.



#### 4.2.3. Rôle

Le Comité de Pilotage a pour rôle de prendre toutes dispositions, en sus des dispositions contractuelles déjà prévues, nécessaires au développement harmonieux de la présente collaboration.

Il agit au moyen de décisions et d'avis, rendus à l'unanimité des membres sachant que l'INRA et l'AQUASYS ne disposent chacun que d'une voix.

Son pouvoir de décision est limité aux aménagements du Contrat qui ne modifient ni les droits ni les obligations des Parties, tels que résultant des présentes. Il concerne :

- la coordination du projet incluant la transmission dans les délais impartis des rapports et justificatifs au financeur,
- le pilotage stratégique du Projet,
- le suivi de la réalisation des travaux,
- La définition et le suivi de l'exécution du calendrier du Projet
- la réorientation -mais non l'extension ou l'annulation- des recherches,
- la publication/communication des Résultats et ses modalités, dans le cadre de l'article 7

Ses fonctions d'études, avis et propositions aux directions des Parties concernent :

- l'annulation ou l'extension du Projet;
- la mise à jour de la liste des Connaissances Propres ;
- la protection des Résultats : brevet, certificat d'obtention végétale (COV), logiciel, marque, base de données, etc. ou Dossier Technique Secret ;
- l'exploitation industrielle des Résultats ;
- la poursuite des travaux (recherche, développement).

Le comité de Pilotage informe le Comité d'orientation Scientifique des évolutions du Projet ainsi que des difficultés rencontrées, et de toute demande émise par l'une des Parties et relevant de la compétence du Comité d'orientation Scientifique.

Le Comité de Pilotage est aussi l'organe de concertation entre les Parties en cas de difficulté ou de litige.

#### 4.3 Comité d'orientation Scientifique

Le Comité de pilotage s'appuiera sur les avis du Comité d'orientation scientifique.

Ce Comité est chargé de suivre et d'orienter le déroulement du Projet en fonction de résultats intermédiaires.

Son rôle est consultatif et Il agit uniquement au moyen d'avis.

Son rôle sera de prendre de la hauteur vis à vis des avancés du projet et de discuter chemin faisant les différentes orientations possibles en termes de développement informatique et de stratégie de déploiement

Il se réunira 4 à 6 fois pendant la durée du Contrat.



Ses membres sont décrits dans l'Annexe 3.

#### ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITE

- 5.1.** Chaque Partie s'engage sauf accord préalable écrit de l'autre Partie à :
- considérer comme strictement confidentielles les Informations Confidentielles,
  - ne pas utiliser les Informations Confidentielles à d'autres fins que de mener à bien le Projet et l'exploitation des résultats,
  - ne pas divulguer les Informations Confidentielles à des tiers,
  - ne transmettre les Informations Confidentielles sous sa responsabilité qu'aux personnels directement concernés par le présent Contrat.
- 5.2.** Ne seront pas considérées comme confidentielles les informations dont la Partie qui les aura reçues pourra prouver :
- qu'elles faisaient partie du domaine public au moment de leur communication, ou
  - qu'elles y sont tombées ultérieurement autrement que par un manquement à la présente obligation de confidentialité, ou
  - qu'elle les détenait déjà avant leur communication, ou
  - qu'elle les a reçues librement d'un tiers autorisé à les divulguer, ou
  - qu'elle est légalement tenue de les communiquer.
- 5.3.** Les engagements du présent article sont valables pendant la durée du présent Contrat et pendant les cinq (5) années qui suivront son échéance.

Par exception à cette durée, les Connaissances Propres des Parties resteront confidentielles tant qu'elles ne seront pas tombées dans le domaine public (étant entendu que toute divulgation des Connaissances Propres ne peut être effectuée sans l'autorisation discrétionnaire et expresse de la Partie propriétaire).

Les engagements de confidentialité ne pourront toutefois faire obstacle à la publication des Résultats sous réserve du respect des dispositions de l'article 6, aux dépôts de droits de propriété industrielle sur les Résultats (article 7) et à l'exploitation des Résultats (article 8).

#### ARTICLE 6 – PUBLICATION ET COMMUNICATION DES RESULTATS

- 6.1** Les Parties s'engagent à favoriser au maximum la diffusion publique des comptes rendus scientifiques du PROJET ou de leurs résumés.
- 6.2.** Pendant la durée du présent Contrat et les deux (2) années suivant son échéance, les projets de publications ou de communications écrites ou orales des Parties sur les Résultats seront soumis aux conditions du présent article.
- A l'expiration de cette durée, les publications ou communications des Résultats à des tiers seront libres sauf si un Dossier Technique Secret a été constitué selon les conditions de l'article 6.3.3.
- 6.3.** Tout projet de publication ou de communication des Résultats à des tiers sera transmis aux membres du Comité de Pilotage qui feront part de leur avis sur l'opportunité de la divulgation et ses modalités dans un délai d'un mois maximum :



- Si les membres du Comité de Pilotage rendent un **avis favorable** ou ne se sont pas prononcés dans le délai imparti, la publication ou la communication pourra avoir lieu.
- Si les membres du Comité de Pilotage émettent un **avis défavorable** ou si le Comité de Pilotage estime que l'une ou l'autre des **hypothèses visées ci-dessous** (notamment protection par brevet) s'applique, les Parties feront part de leur décision, prise par consensus. Les Parties bénéficieront d'un délai d'un (1) mois à compter de leur saisine pour communiquer leur décision. Sans réponse de leur part dans le délai imparti, la divulgation sera réputée autorisée.

Les hypothèses limitatives suivantes guideront le choix des Parties :

- 6.3.1.** Dans le cas où les Résultats seraient susceptibles de conduire au dépôt d'une demande de brevet, ou autre titre de propriété, le secret sera maintenu jusqu'à la date de dépôt.  
Les Parties pourront également décider de différer au maximum jusqu'à la fin de l'année de priorité (soit un an après le dépôt de la demande), la publication ou communication à des tiers des Résultats et de résultats complémentaires destinés à conforter la demande de brevet ;
- 6.3.2.** Dans le cas où les Résultats pourraient faire l'objet d'une exploitation industrielle sur Dossier Technique Secret (savoir-faire), les Parties détermineront en commun la part des Résultats qui constituera ledit Dossier Technique Secret et qui ne pourra en aucun cas être publiée ou communiquée pendant la durée d'exploitation de celui-ci ;
- 6.3.3.** Dans le cas où les Résultats ne relèveraient pas de l'une des modalités de protection envisagée au présent 6.3., ils pourront être divulgués sans délai.
- 6.3.** Les chercheurs conservent la possibilité de faire état de leurs travaux et Résultats dans le rapport d'activité qu'ils doivent remettre périodiquement à leur instance d'évaluation.
- 6.5.** Aucune communication ou publication relative au Projet ne pourra enfreindre les obligations de confidentialité ou de sécurité relatives à la protection des Données à caractère personnel. En conséquence, aucune Donnée à caractère personnel collectée ou ayant fait l'objet d'un traitement dans le cadre du Projet ne pourra être diffusée, même dans le cadre de l'ouverture des données publiques (open data).
- 6.6** Conformément à l'article 11 de la Convention de Financement, les Parties s'engagent à mentionner dans toute communication ou publication sur les résultats issus de la présente convention, le soutien financier de l'AFB.
- 6.8** Toutes les productions faisant l'objet d'une diffusion porteront le logo « Ecophyto » dans le respect des règles d'usage de ce logo, la Marianne du gouvernement avec le nom du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) ainsi que le nom du ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) et le logo des Parties.

## ARTICLE 7 - PROPRIETE DES CONNAISSANCES PROPRES ET DES RESULTATS

### **7.1. Connaissances Propres**



Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres et des Améliorations qu'elle apporte sur celles-ci. On entend par Amélioration, tout Résultat obtenu à partir d'une Connaissance Propre (modification ou amélioration), et dépendant de celle-ci, c'est-à-dire :

- qui ne peut être mis en œuvre sans utiliser cette Connaissance Propre, OU
- dont la mise en œuvre est couverte par une titre de Propriété Intellectuelle protégeant une Connaissance Propre.

Chacune des Parties s'engage à communiquer aux autres Parties les connaissances Propres lui appartenant, non librement accessibles dans le domaine public et indispensables à la réalisation du Projet.

Toute Connaissance Propre mise à disposition par l'une des Parties (« la Partie Fournisseur ») à l'autre Partie (« la Partie Récipiendaire »), ainsi que tout développement ou amélioration desdites Connaissances Propres réalisée par l'une ou l'autre des Parties dans le cadre de cette collaboration, restera la propriété exclusive de la Partie qui aura fourni cette Connaissance Propre.

La Partie Récipiendaire ne pourra inclure tout ou partie de la Connaissance Propre transmise par la Partie Fournisseur dans une demande de brevet ou tout autre demande de protection de droit de propriété intellectuelle, sauf accord exprès de l'autre Partie Fournisseur.

Toute Connaissance Propre ne pourra être cédée, transmise ou distribuée par la Partie Récipiendaire à un Tiers sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie Fournisseur.

Chaque Connaissance Propre devra être utilisée exclusivement aux seules fins de l'exécution du Projet, à l'exclusion de toute autre utilisation.

La liste des Connaissances Propres connues à la date de signature de cette convention est précisée en Annexe 5. Elle est mise à jour et consignée sur décision du Comité de Pilotage.

À l'exception des stipulations ci-après, le Contrat n'emporte aucune cession ou licence des droits de la Partie détentrice sur ses Connaissances Propres

## 7.2. Résultats

### 7.2.1 Logiciels

**Les Logiciels de base** sont considérés comme Connaissances Propres et restent la propriété de la Partie bénéficiaire de l'antériorité.

**Les Logiciels dérivés** élaborés par une Partie restent la propriété de la partie propriétaire du Logiciel de base. Chaque Partie reste propriétaire des logiciels dérivés de son propre logiciel de base, réalisés dans le cadre du contrat, quelle que soit la Partie qui les a réalisés.

Un logiciel de base recodé reste la propriété de la Partie propriétaire de ce logiciel de base. Il est précisé que la Partie ayant réalisé ces travaux de recodage s'engage à remettre à la propriété de la partie propriétaire du logiciel de base le code source



### **7.2.2 Résultats autres que de logiciels**

Les Résultats générés dans le cadre du présent contrat appartiennent à la Partie qui les a obtenus.

En cas de Résultats obtenus conjointement, ceux-ci seront détenus en copropriété par les Parties à parts égales.

Dans le cas où les Résultats détenus en copropriété seraient susceptibles de faire l'objet d'une protection et/ou d'une exploitation commerciale, un règlement de copropriété sera établi entre les Parties, dans les meilleurs délais pour fixer les conditions de gestion de leurs droits et obligations (ainsi que les quotes-parts respectives)

Dans le cas où les Résultats générés le sont en tout ou partie par le personnel de l'UMR Agronomie, les tutelles de cette structure pourront être copropriétaires conformément à la convention régissant ladite UMR. Le cas échéant, la part de ces tutelles sera imputée sur la quote-part de la Partie publique.

## **ARTICLE 8 – UTILISATION / EXPLOITATION DES RESULTATS**

**8.1** Les Parties pourront utiliser librement et gratuitement tous les Résultats qui les appartient en propre.

**8.2** Les Parties pourront utiliser librement et gratuitement les Résultats Communs issus du Projet pour leurs programmes de développement et recherche, à titre non-exclusif, gratuit, directement ou par l'intermédiaire de leurs Affiliées, dans les conditions suivantes :

- les Résultats mis dans le domaine public seront librement utilisables ;
- les Résultats qui n'ont pas été mis dans le domaine public :
  - Seront utilisables librement à des fins de recherche interne par les Parties et leurs Affiliées ainsi que leurs
  - Seront utilisables à des fins de recherche collaborative, après accord de l'autre Partie si les deux Parties sont copropriétaires. Cet accord ne pourra être refusé que pour des motifs dûment justifiés.

**8.3** Si les Connaissances Antérieures s'avèrent nécessaires à l'exploitation des Résultats issus du présent Projet, des droits d'exploitation seront concédés à la discrétion de la Partie propriétaire à la Partie exploitante, sous réserve d'éventuels droits de Tiers, dans des conditions à déterminer d'un commun accord.

**8.4** Il est précisé que l'INRA a mandaté sa filiale INRA TRANSFERT pour la valorisation de ses Résultats. En conséquence, celle-ci est habilitée à négocier, signer et gérer les contrats de licence et accords d'exploitation pour le compte de l'INRA.

**8.5** Les Parties bénéficieront pour elles-mêmes et leurs Affiliées de l'exploitation des Résultats obtenus dans le cadre du Programme, dans le domaine d'application visé à l'article 1, sous les conditions ci-après :

Au plus tard à l'expiration du Contrat le Comité de Pilotage déterminera si les Résultats sont Immédiatement exploitables, auquel cas un accord d'exploitation sera négocié entre les Parties,



OU si les Résultats nécessitent pour être exploités par les Parties des travaux complémentaires de développement auquel cas un contrat d'option d'exploitation sera établi

**8.6** Dans le cadre de l'exploitation de Résultats, les Parties peuvent envisager d'examiner la possibilité d'accorder de manière privilégiée des licences ouvertes permettant la diffusion et réutilisation des Résultats à l'ensemble de la communauté publique

#### ARTICLE 9 - DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat aura une durée de 29 mois à compter 01 juillet 2019

A son terme, il prendra automatiquement fin, les Parties excluant formellement toute tacite reconduction. Toute prorogation ne pourra avoir lieu que par la signature d'un avenant.

#### ARTICLE 10 – CESSION DU CONTRAT

Le Contrat est conclue intuitu personae. Elle ne pourra être cédée ou transférée, de quelque manière que ce soit, en tout ou partie, par une des Parties à un Tiers autre qu'une Affiliée, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties. Toute cession ou transfert sera porté à la connaissance de l'AFB par l'INRA.

#### ARTICLE 11 – RESILIATION - ECHEANCE

- 11.1.** Le Contrat sera résolu de plein droit par l'une des Parties, après accord de l'AFB, en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résolution ne deviendra effective que trois mois après réception par la Partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception, exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'autre Partie du fait de la résiliation anticipée de la Convention de reversement. La Partie défaillante ne pourra prétendre à aucune indemnité
- 11.2** L'INRA pourra mettre un terme à la totalité de la Convention de reversement en cas de retrait ou de modification du concours financier attribué par l'AFB à l'INRA
- 11.3.** L'échéance, la résolution ou l'annulation du présent Contrat ne portera pas atteinte aux dispositions des articles 2.5, 4.2, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus, tant que les droits et obligations qui y sont décrits continuent de produire des effets entre les Parties.

#### ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE - LITIGES – CONTESTATIONS

**12.1.** En cas de litiges dans l'exécution ou l'interprétation des obligations de la Convention de reversement, les Parties s'engagent à résoudre le litige à l'amiable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la survenance dudit différend et soumettront leur différend aux Directions générales respectives.



**12.2** En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

**12.3.** En cas de désaccord persistant, les Parties saisiront les tribunaux des juridictions françaises compétentes.

#### ARTICLE 13 – ELEMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT - PREVALENCE

Le présent Contrat contient 13 articles et les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Convention de Financement
- Annexe 2 : Avenant n° 1 de la convention de financement
- Annexe 3 : Annexe scientifique
- Annexe 4 : Annexe Financière
- Annexe 5 : Liste de connaissances Propres

L'ensemble de ces documents constitue un exemplaire original.

Les dispositions du Contrat prévalent sur :

- les annexes ;
- les dispositions des accords antérieurs ou conventions particulières qui comporteraient des clauses contraires ;
- les conditions générales d'achat des Parties.



Fait à Versailles, le 18/07/2019.....

En deux (2) exemplaires originaux

**AQUASYS**

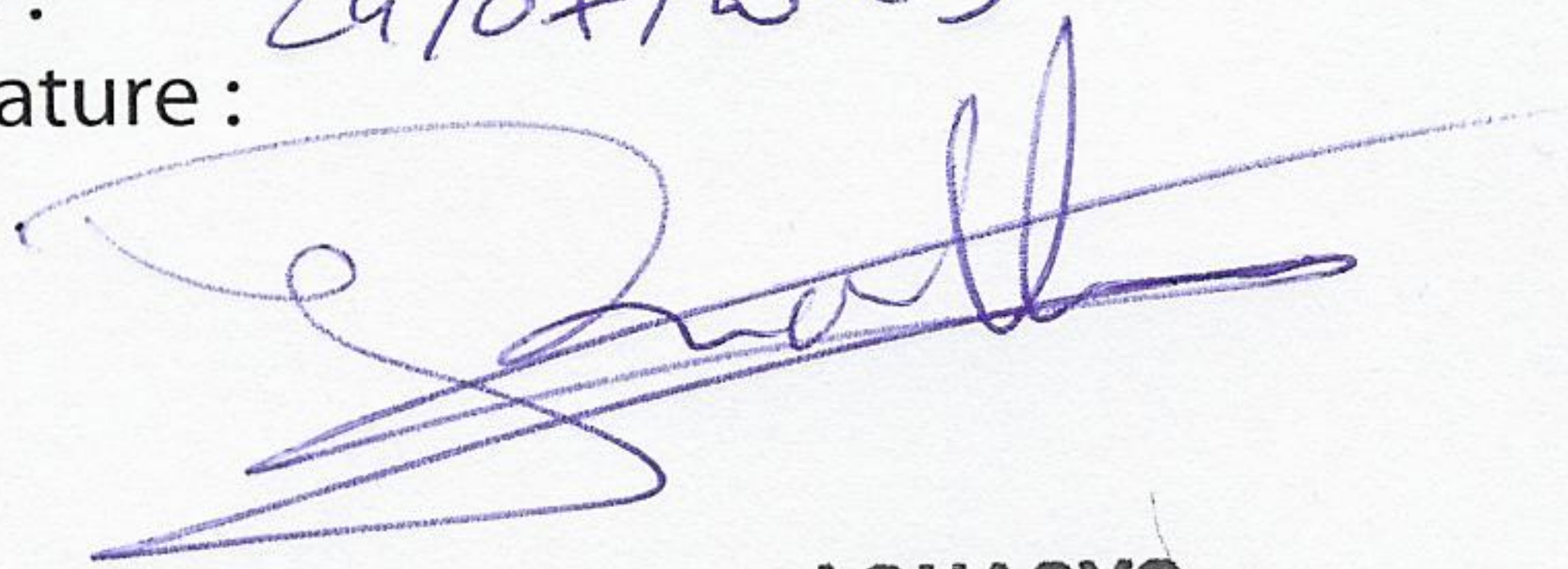
Nom : Stephane Barthelemy

Qualité du signataire :

Céram

Date : 24/07/2019

Signature :



**AQUASYS**  
2 Rue de Nantes  
44710 Port St Père

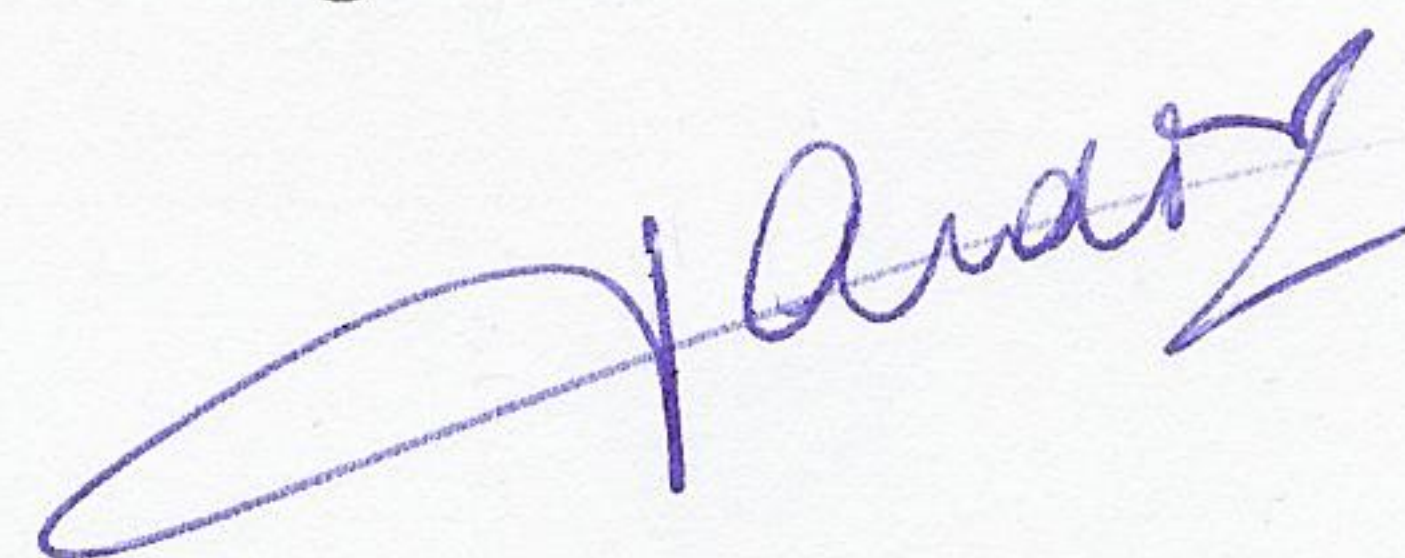
**INRA**

Nom : Cemille Michon

Qualité du signataire : Présidente du centre

Date : 18/07/2019

Signature :



**INRA**

Centre Ile-de-France-Versailles-Grignon  
Pour la Présidente et par délégation

**Anne TARDIEU**

Directrice Adjointe des Services d'Appui